



Lettre ouverte aux députés et sénateurs des Bouches du Rhône concernant le vote du pacte de responsabilité du 29 avril 2014 à l'Assemblée Nationale

Le résultat des élections municipales s'est traduit par un taux d'abstention historique et par l'expression de rejet des politiques gouvernementales. Visiblement le message envoyé, notamment par les salariés, les privés d'emploi et les retraités pour plus de justice sociale, ne semble pas avoir été entendu ni par le Président de la République, ni par le nouveau Premier ministre et son gouvernement. Pire, dans son discours de politique générale, Manuel VALLS s'inscrit dans les orientations précédentes, amplifie et accélère les mesures qui ne permettront pas de relance économique ni sociale dans notre pays.

Le cahier revendicatif du MEDEF, notamment sur le soi-disant « coût du travail » -notre salaire socialisé- reste la feuille de route de VALLS et aggrave l'offensive lancée contre le monde du travail. Après la loi sur les ruptures conventionnelles, la loi sur la sécurisation de l'emploi, le gouvernement nous soumet aujourd'hui des propositions de loi portant sur la désignation des Conseillers Prud'hommes, non plus l'élection par suffrage universel.

Le Premier ministre, dans son discours de politique générale, a confirmé l'austérité avec la volonté de réduire la dépense publique de 50 milliards d'euros de 2015 à 2017. Dans le même temps, il poursuit l'octroi de nouveaux milliards d'euros d'allègements d'impôts et d'exonérations de cotisations sociales au patronat dont on sait qu'elles n'auront aucun impact sur l'emploi.

Alors que le taux de chômage ne cesse de croître dans le pays, dans notre département la situation est encore plus critique avec un taux supérieur à la moyenne nationale, avec près de 100 000 personnes percevant le RSA, des filières entières menacées par la destruction des emplois comme dans l'industrie, l'agroalimentaire, la pétrochimie, le portuaire, les transports, les télécommunications, l'ensemble des services publics (Fonction Publique d'Etat, Hospitalière, Territoriale), des organismes de sécurité sociale et de protection sociale.

C'est ce qui est contenu dans le Pacte dit de "Responsabilité".

Qui va payer ?

Certainement pas les patrons qui ont obtenu des allègements d'impôts et de nouvelles exonérations de cotisations sociales. Et comme cela ne suffit jamais assez, Pierre GATTAZ, patron du Medef, réclame un SMIC à la baisse pour les jeunes et les personnes retrouvant un emploi ! A quand le retour à l'esclavagisme ?

Qui va payer ?

L'ensemble du monde du travail c'est-à-dire les salariés, les privés d'emplois et les retraités c'est-à-dire nous tous.

- 50 milliards d'euros prévus dans les dépenses publiques : 18 milliards d'euros pour la Fonction Publique d'Etat, c'est-à-dire moins d'enseignants dans les écoles, moins de facteurs pour distribuer le courrier, moins de contrôleurs pour s'attaquer à l'évasion fiscale des grosses fortunes estimées entre 60 et 80 milliards d'euros.
- 10 milliards d'économies dans l'assurance maladie c'est-à-dire moins de remboursements par la sécurité sociale, moins d'hôpitaux publics de proximité et de centres de santé mutualistes, la poursuite des fermetures d'accueil comme à la CPCAM ou à la CAF, l'instauration d'un panier de soins à minima qui ne permettra plus à chacun de se soigner "selon ses besoins et quels que soient ses moyens" comme le prévoyait le Conseil National de la Résistance qui a créé en 1945 la Sécurité Sociale.
- 10 milliards d'économies dans les collectivités locales c'est-à-dire moins de prestations sociales aux personnes, moins de financements pour la construction de routes, de collèges...
- Et de rajouter, pour 15,3 millions de retraités et pour 6,8 millions de foyers, le gel des pensions de retraites de base et complémentaires, le gel des prestations familiales.

Alors ce n'est pas le soi-disant Pacte de "solidarité" qui va nous bernier. Ce qui est présenté comme un éventuel gain de 50 euros sur le salaire net dès le 1er janvier 2015 pour les salariés percevant le SMIC sera immédiatement récupéré par la suppression de la prime pour l'emploi voire du RSA "activité".

Présenter aux salariés la réduction de leur cotisation sociale comme un moyen d'augmenter leur salaire net relève d'une véritable supercherie. Ce qui est visé c'est le salaire socialisé, c'est-à-dire les cotisations sociales qui sont la garantie d'une couverture égalitaire pour tous pour faire face à tous les aléas de la vie de la naissance à la mort.

Pour les Bouches du Rhône, nous avons besoin d'un véritable plan d'urgence pour l'emploi.

Nous espérons qu'en tant qu'élu(e)s, vous rejoindrez ces prises de position qui nous paraissent prendre en compte la volonté de ne pas aggraver les inégalités sociales, tout particulièrement accentuées dans notre département.

Nous réitérons nos exigences revendicatives :

- ✓ UNE AUGMENTATION GENERALISEE DES SALAIRES, DES PENSIONS, DES REVENUS DE REMPLACEMENT, seule solution pour relancer la consommation,
- ✓ LE MAINTIEN ET LA CREATION D'EMPLOIS EN CDI OU STATUTAIRES, seule garantie contre la précarité,
- ✓ LE MAINTIEN ET LE DEVELOPPEMENT DE NOS INDUSTRIES, poumons de notre activité économique,
- ✓ LE DEVELOPPEMENT DES SERVICES PUBLICS DE QUALITE, seule réponse aux besoins des populations permettant de réduire efficacement les inégalités sociales,
- ✓ UNE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRE, partie intégrante de nos salaires, seule protection contre les aléas de la vie.

Nous vous interpellons en tant qu'élue(s) du peuple, pour l'avenir de notre nation, de notre région et de notre département.

Il est de votre responsabilité de tenir compte des réalités que vivent les citoyens.

Il est grand temps que chaque élu(e) mesure toutes les conséquences dramatiques pour le monde du travail, pour l'emploi, pour les retraités et les chômeurs.

Nous tiendrons pour responsables tous ceux qui votent les lois antisociales contraires aux valeurs de solidarité et de progrès social.

Nous vous demandons de ne pas voter ce pacte de responsabilité.

Les organisations syndicales de salariés que nous sommes vont continuer d'informer largement la population et poursuivre la mobilisation, comme nous le ferons le 1^{er} mai, à Marseille et dans plusieurs villes du département.

En espérant qu'enfin nous soyons entendus, veuillez agréer Mesdames et Messieurs les députés et sénateurs nos salutations distingués.